

SOMMAIRE

Page 1

La perte du porte-voix.
Un homme de parole.

Page 2

Rouen a besoin de l'AURBSE.
L'écho des municipales.

Page 3

Le plan d'action de Flamanville.
Agriculture : top réactivité de la Région.

Page 4

Les hôteliers/restaurateurs disent non !
En bref.

Un homme de parole.

À peine arrivé à la présidence de Régions de France, Renaud Muselier a rendu hommage à Hervé Morin avec lequel il avait conclu un accord d'alternance en 2017.

- *"Il a tenu sa parole, a-t-il tweeté, c'est suffisamment rare dans la vie politique pour le souligner !"*

En réalité, les choses ont été un peu plus compliquées. En mars dernier, Hervé Morin espérait encore secrètement qu'une candidature de Renaud Muselier à Marseille réglerait le problème. Espoir déçu.

- *"Je respecterai ma parole, disait-il alors à la Chronique (n°574), mais aujourd'hui beaucoup de présidents de Région, qui apprécient mon action, me demandent de rester".*

Si son soutien appuyé à la liste Belamy, aux Européennes, avait porté ses fruits, il aurait peut-être pu rester, on connaît le résultat.

Mon commentaire : pas facile de descendre du pavois.

Édouard Philippe au Havre.

Le microcosme parisien bruit : *"Il va se représenter au Havre"*. En tout cas, tête de liste ou pas, il va devoir agir pour aligner la droite havraise menacée par la sérieuse candidature de Jean-Paul Lecoq (PC).

Oui, Édouard Philippe possède les clés du scrutin.

La perte du porte-voix.

• Hervé Morin, peau de chagrin.

C'était prévu. Renaud Muselier (PACA) vient de le remplacer et Hervé Morin n'est plus le président de Régions de France, la puissante association des Régions françaises.

- C'est peut-être un détail pour vous...mais pour lui, ça veut dire beaucoup.

Ça veut dire qu'il vient de perdre son principal porte-voix politique, celui qui lui donnait une stature nationale, en le plaçant comme interlocuteur privilégié d'Emmanuel Macron et d'Edouard Philippe sur la difficile question des rapports "État/Régions".

- Pendant deux ans, Hervé Morin a beaucoup utilisé ce porte-voix. Ses relations ont été souvent tumultueuses avec l'État. Il est devenu le héraut des Girondins, en opposition avec le gouvernement, celui qui demandait, par exemple, la régionalisation des grands ports ou encore de Pôle Emploi, tout en présentant la Normandie comme un territoire naturel *"d'avancées et d'expérimentations"*.

- À Régions de France, il a porté le projet de "Territoires Unis", un beau fait d'armes : *"je veux réunir l'Association des Maires et l'Association des Départements, disait-il alors, pour rééquilibrer, sinon inverser, le rapport de force avec l'exécutif"*. Au moment de partir, il estime avoir réussi : *"quand nous parlons d'une seule voix, une certaine écoute remplace la condescendance et le mépris d'autrefois"*.

Mon commentaire : Hervé Morin a donc perdu son porte-voix. Son espace politique fait peau de chagrin : "en France, il est le seul centriste de droite qui existe encore", écrivait récemment un grand quotidien national ; pour les centristes, le duo "Macron/Philippe" a toujours été et est toujours un puissant dissolvant.

• 123% Normand, forcément.

Hervé Morin va maintenant se recentrer sur la Normandie à 123%. Ça tombe bien, c'est une région qu'il aime bien, c'est son "biotope naturel", il vient de l'écrire dans *"Je viens d'ici"*, son livre-témoignage publié aux Éditions des Falaises.

- Oui, le président sait parler aux Normands. Sa force politique n'est pas celle d'un parti, c'est son équation personnelle, sa façon d'être, son empathie. Partout présent (ses déplacements sont nombreux), il entre en résonance avec les attentes de ses différents publics : il est Cherbourgeois à Cherbourg, Rouennais à Rouen, Caennais à Caen et quand il faut être Donfrontais à Domfront ou Gaillonnais à Gaillon, il l'est pareillement.

- Bien sûr, ses adversaires critiquent la "tentation du clientélisme", ou "une politique opportuniste", tandis que ses amis soulignent son goût du terrain, son pragmatisme et sa capacité à décider rapidement, y compris en prenant des risques, pour défendre l'intérêt des Normands.

L'écho des municipales.

• Le duo Vigoureux/Bruneau ?

À Caen, Fabrice Le Vigoureux veut que les choses soient claires : il est député LREM et va le rester. Il ne se présentera pas aux municipales, même si le parti du président (qui est aussi le sien) est arrivé en tête aux dernières européennes.

- En réalité, l'ancien adjoint aux finances de Philippe Duron (PS) se déclare prêt à travailler avec Joël Bruneau, "un homme d'ouverture à l'égard du gouvernement".

Résultat : la piste se dégage de plus en plus pour le maire sortant.

• Bernard Aubril : pourquoi pas 4 ?

C'est dit. En mars prochain, Bernard Aubril (DVD) veut se faire réélire pour la quatrième fois à Lisieux.

- Son objectif : mener à son terme le projet décennal "Lisieux 2025", présenté il y a 5 ans, un projet "attractivité du centre-ville" pour améliorer l'image, mieux accueillir les pèlerins, mieux circuler et stationner.

- "Évitons le coup par coup, disait à l'époque Bernard Aubril, si on intègre Hauteville et la gare, c'est un projet global de 100 M€ tous financeurs confondus, dont 12 M€ pour le centre-ville". De fait, il y a encore beaucoup à faire.

- Plus que jamais, il présentera une liste sans étiquette, "ouverte à tous", une liste DVD tout de même.

- Qui seront ses adversaires ? À gauche, l'ancienne secrétaire d'État socialiste Clotilde Valter a décidé d'y aller, à droite, on attend toujours de savoir si le député LR Sébastien Leclerc franchira le Rubicon. Pour LREM, mystère.

À noter : s'il est réélu, Bernard Aubril ne briguera pas la présidence de l'agglomération, actuellement entre les mains de François Aubey, le maire PS de Mézidon Pays d'Auge

• Gilles Quinquennel : bye, bye !

Président de Saint-Lô Agglo., Gilles Quinquennel, 64 ans, ne se représentera pas en 2020. Sa présidence a été marquée par sa mésentente avec François Brière, le maire de la ville-centre, une mésentente qui a pénalisé plusieurs dossiers.

Commentaire : les relations "ville/agglo" seront un thème de campagne important à Saint-Lô.

Mon commentaire : une chose est sûre, il "habite et fait vivre" sa fonction. Qu'on soit d'accord ou pas d'accord avec lui, il est incontournable et personne n'est en situation de contester son leadership à la Région.

• Quelle efficacité, 3 ans après ?

Cela va faire bientôt trois ans qu'il est à la tête de la Région. Portons un regard rapide sur son action :

- La Région est bien gérée et a les moyens de ses ambitions : voir le dernier rapport de la Chambre régionale des comptes de Normandie.

- Son action économique (filiales, ADN, attractivité, aides aux TPE, à l'agriculture, etc.) est appréciée des professionnels.

- La contractualisation territoriale a bien marché : les EPCI s'en félicitent.

- Les dossiers ferroviaires et portuaires ont été pris en main de façon forte (nouveaux trains, Serqueux-Gisors, châtière...etc.) : les investissements sont ici considérables.

Voilà des marqueurs positifs.

En revanche, c'est sur l'articulation des politiques de la Région avec celles de l'État ou de l'Île-de-France pour le portage des grands projets, comme l'Axe-Seine, que les déceptions sont les plus grandes. En 2017, les Normands ont rêvé d'un ticket "Édouard Philippe/Hervé Morin" pour avancer, avec Régions de France, Hervé Morin est entré en opposition, ça n'a pas marché, une opposition que beaucoup qualifient aujourd'hui de "contre-productive" pour la Normandie.

Commentaire : maintenant qu'il est 123% Normand, va-t-il reconsidérer ses relations avec le gouvernement ? Il faut l'espérer.

Caroline Rouennier arrive...

Rouen a vraiment besoin de son agence d'urbanisme.

Caroline Rouennier est la nouvelle directrice générale de l'Agence d'Urbanisme de Rouen et des Boucles de Seine et Eure (AURBSE). Elle succède à Laurent Moreno qui est désormais directeur "Qualité et développement" de la ville de Lille.

- De formation géographe, ingénieure de la fonction publique territoriale, elle a occupé des postes dans différentes strates de collectivités et de syndicats mixtes, dans des territoires situés dans le grand ouest de la France. Elle était précédemment directrice générale du Parc Naturel Régional du Marais

Et pendant ce temps-là...

• 65 M€ pour BioSynErgy 76

C'est un projet dont on parle depuis 2013. Mais les choses s'accroissent et se précisent. Sauf imprévu, Suez produira, en avril 2022, de l'énergie à destination du territoire havrais grâce à sa chaudière biomasse BioSynErgy 76. Elle sera construite sur le domaine du Port du Havre, à Gonfreville l'Orcher.

- L'énergie produite (de 120 à 220 GWh/an) sera destinée aux industriels voisins (Yara et Safran ont déjà exprimé leur intérêt), mais aussi à la ville du Havre grâce au réseau de chaleur de Caucriauville.

- BioSynErgy 76 est une chaudière CSR (combustibles solides de récupération) qui fonctionnera avec des déchets de bois faiblement traité et non dangereux - vieux meubles, bois peints, bois de démolition - , c'est bon pour l'environnement.

- L'investissement total s'élève à 65 M€, dont 46, pour l'unité de production elle-même et 12 M€ pour le réseau. BioSynErgy est fortement soutenu par l'ADEME : une subvention de 20 M€.

Mon commentaire : SUEZ vient de déposer la demande d'autorisation, l'enquête publique sera réalisée au printemps 2020, si tout va bien, les travaux commenceront en 2021 pour une mise en service en avril 2022.

L'écho des municipales.

• Grand-Quevilly = Rouly.

En Normandie, Le Grand-Quevilly n'est pas tout à fait une ville comme les autres puisqu'elle est depuis 40 ans, "le camp de base" de Laurent Fabius et de ses amis, une sorte de biotope adapté pour les socialistes.

- Rappelez-vous, en 1995, Laurent Fabius a succédé à Tony Larue, maire depuis 1944 ; en 2000, Marc Massion a succédé à Laurent Fabius, Marc Massion qui met aujourd'hui en piste Nicolas Rouly. "Nicolas a toute ma confiance, je préside son comité de soutien, je vous invite à nous rejoindre".

Nicolas Rouly n'est pas n'importe qui. À 43 ans, il possède une solide expérience municipale, il a été aussi le plus jeune président du Département de la Seine-Maritime, ajoutons qu'il est le premier secrétaire du PS 76.

- Ses chances d'être élu sont très grandes, ses adversaires eux-mêmes le pensent.

Mon commentaire : Nicolas Rouly est un homme à suivre. Pas seulement à Grand-Quevilly. Si Nicolas Mayer-Rossignol ne parvient pas à s'imposer à Rouen, il sera en effet bien placé pour prendre la présidence de la Métropole. Jean-Louis Louvel à Rouen, Nicolas Rouly à la Métropole, c'est un scénario possible.

• Alençon : Darcissac vs Pueyo.

Successeur de Joaquim Pueyo, le maire sortant d'Alençon n'est plus socialiste. Il va se représenter aux municipales sous l'étiquette LREM.

- En compagnie d'autres transfuges du PS ou d'EELV, il veut maintenant participer à la création d'un pôle de gauche au sein de la majorité présidentielle afin de rééquilibrer cette dernière : il a signé un manifeste national dans ce sens.

- Rappelons qu'il a pris ses distances avec Joaquim Pueyo, lequel a décidé de repartir à la conquête de la mairie, quitte à abandonner son poste de député.

- À droite, Sophie Douvry (LR), vice-présidente du Conseil départemental de l'Orne vient de s'engager dans la bataille.

Commentaire : les relations d'Alençon avec sa communauté urbaine sont compliquées, c'est un autre enjeu de la campagne.

Poitevin, où elle pilotait des stratégies de territoire à l'échelle de 3 départements en s'appuyant sur une équipe pluri-disciplinaire de quarante personnes.

À noter : son arrivée est une bonne nouvelle ; avec Lubrizol, elle va avoir un gros dossier à traiter.

• L'après-Lubrizol

Outil d'étude et de conseil au service des collectivités du Grand Rouen, l'agence va devoir se mobiliser sur le dossier Lubrizol. On ne comprendrait pas qu'il en soit autrement. Il lui appartient d'apporter aux élus et les données et les scénarios nécessaires à la préparation de "l'après", c'est une mission hautement stratégique.

- On attend que la présidente Françoise Guillotin s'exprime à ce sujet, on attend que Caroline Rouennier mobilise ses équipes : Rouen a besoin d'une agence aguerrie pour redémarrer.

Mon commentaire : deux autres agences vont aussi devoir s'engager. Rouen Normandy Invest, présidé par Jean-Louis Louvel, et Normandie Attractivité, présidée par Philippe Augier. Elles ne peuvent pas rester à l'écart. Aujourd'hui, quand on visite le site de Rouen Normandie Invest, on valorise toujours "une terre de chimie résolument engagée dans la transition vers une chimie durable", la création de l'écoquartier Flaubert comme "une nouvelle centralité équilibrée et harmonieuse sur la rive gauche"... ce qui est un peu surréaliste quand on pense à Lubrizol. N'est-il pas temps de repenser le discours sur l'attractivité de Rouen et de sa Métropole ? L'AURBSE, RNI et Normandie Attractivité ont beaucoup à faire.

Comment sortir de l'ornière ?

Flamanville : on attend le plan d'action... pour l'EPR2.

Pour remettre à flot l'EPR de Flamanville (et la filière nucléaire française avec lui), Bruno Le Maire a commandé à EDF un plan d'action (comprenez un plan de sauvetage) qui devrait être présenté par Jean-Bernard Lévy, le 18 décembre prochain à l'Assemblée nationale. C'est Alain Morvan (ex-Naval Group Cherbourg), le nouveau directeur du projet, qui est désormais à la manœuvre : lourde responsabilité.

- Après l'audit de Jean-Martin Folz, tout le monde est d'accord sur les causes du naufrage : une perte de compétences généralisée, des équipes à la peine, une ingénierie trop compliquée, des relations insuffisantes avec les

Et pendant ce temps-là...

• Aides à l'agriculture : "top réactivité de la Région".

Au cours d'une commission permanente exceptionnelle, la Région Normandie vient donc de mettre en place le dispositif d'aide aux exploitations agricoles victimes de Lubrizol, 40 jours seulement après l'accident.

- Ouvert du 15 octobre au 10 décembre 2019, ce dispositif consiste en une avance remboursable plafonnée à 10 000 € par exploitation. Les 12 premiers versements viennent d'être effectués ; la Normandie débloquera au total 5 M€. Les bénéficiaires rembourseront dès qu'ils auront reçu les indemnités promises par l'Etat et Lubrizol ; pour Hervé Morin, la Région anticipe afin de soutenir les trésoreries.

- Présidente de la Chambre d'agriculture de la Seine-Maritime, Laurence Sellos applaudit : "nous avons été reçus par la Région aussitôt après l'accident, elle a été au top en terme de réactivité, son dispositif est simple, souple et efficace..." Entre temps, Lubrizol a annoncé la mise en place d'un fonds de solidarité de 50 M€ qui servira, d'abord, à indemniser les 453 éleveurs laitiers qui ont perdu leur production.

En attendant, Laurence Sellos pense que le soutien de la Région sera utile à d'autres exploitants : les maraichers, les producteurs d'œufs, les agriculteurs qui font de la vente directe.

Nicola Brige.

Succède à François Mazière comme directeur général de la CCI Caen Normandie, présidée par Michel Collin.

Il était auparavant directeur de développement économique de cette même CCI.

David Ollivier.

Est le nouveau directeur du centre d'affaires entreprises de la banque LCL en Normandie.

Présent sur 3 sites (Rouen, Le Havre et Caen), le centre est au service de plus de 800 clients professionnels.

Modernisation d'Ouistreham.

À l'occasion du lancement du chantier d'extension du môle Est de Ouistreham qui permettra d'accueillir la base de maintenance du champ éolien de Courseulles sur Mer, Hervé Morin confirme l'engagement d'environ 20 M€ pour la réalisation de l'ensemble des travaux menés par Ports de Normandie dans l'avant-port de Caen-Ouistreham.

Parallèlement, Ports de Normandie et la CCI Caen Normandie font tout une série d'aménagements en vue d'accueillir le nouveau navire de Brittany Ferries.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, chem. de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 260 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

La CHRONIQUE de Normandie

Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 260 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

entreprises, une gouvernance inappropriée. Le tout, sur un fond d'études de lancement trop sommaires et des estimations irréalistes. Difficile de faire pire. Comme le dit un élu du Cotentin : "c'est bien d'avoir des ambitions, encore faut-il avoir la capacité de les réaliser".

- Et Jean-Martin Folz de conclure : "force est de constater que c'est une bonne part du tissu industriel de la filière nucléaire qui a montré de réelles insuffisances au cours de la construction de l'EPR de Flamanville, et un effort de reconstitution et de maintien de ses compétences doit être engagé; celui-ci doit faire l'objet d'une véritable politique industrielle que seul peut conduire le groupe EDF."

• Penly, en ligne de mire.

On attend donc le plan d'action. En réalité, il a déjà été préparé par EDF dont l'objectif est de sortir Flamanville de l'ornière, tout en créant les conditions du lancement d'un EPR2 en France. C'est aussi l'objectif du gouvernement.

- Pour l'EPR 2, Alban Verbecke, le délégué régional d'EDF en Normandie, est déjà sur le coup. Actuellement, il négocie l'acquisition et le portage foncier par la SAFER Normandie, de 60 ha de terres agricoles autour de la centrale de Penly : "ça se passe bien avec Emmanuel Hyst (NDLR - le président de la SAFER), on devrait aboutir dans les 3 mois".

Mon commentaire : naturellement, les antinucléaires dénoncent un entêtement déraisonnable.

• Quelles conséquences pour le Cotentin ?

De leur côté, les élus de la communauté d'agglomération du Cotentin font la grimace. La mise en route de Flamanville devait leur rapporter gros, environ 25 M€ par an, ils vont devoir attendre.

- "Cette situation affaiblit nos marges de manœuvre, reconnaît le président Jean-Louis Valentin, mais notre situation financière est saine et nous pourrions faire face..."

- En revanche, plusieurs projets d'avenir devront sûrement être revus à la baisse, sauf si l'agglomération trouve de nouveaux financements, en augmentant les impôts par exemple.

Mon commentaire : c'est le nouveau président qui devra s'en occuper, rappelons que Jean-Louis Valentin ne se représentera pas en mars prochain, David Margueritte s'intéresse à l'agglomération, il semble assez bien placé pour lui succéder.

Et pendant ce temps-là...

• Lubrizol : les hôteliers/restaurateurs disent non !

Au nom de ses adhérents, l'UMIH 76 (Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie) n'accepte pas les conditions d'indemnisation prévues par la convention Lubrizol/Caisse des Dépôts, présentée par l'État, pour les entreprises qui ont souffert des conséquences de l'incendie.

- "Comment pourrait-il en être autrement, explique le président Philippe Coudy, 8 000 € sont prévus alors que les préjudices peuvent être 2, 3, 4 et même 20 fois supérieurs à ce montant pour certains."

- Les professionnels de l'hôtellerie/restauration demandent donc à être reçus directement par les dirigeants de Lubrizol pour renégocier les conditions. "C'est une entreprise que nous connaissons bien, disent-ils, Lubrizol participe de façon forte à l'économie de la Métropole, nous savons que ses dirigeants sont responsables et sérieux."

Seront-ils reçus ? Là est la question.

Mon commentaire : pour l'UMIH 76, le choc est d'autant plus important qu'il a cassé une dynamique encourageante. Les derniers chiffres de l'INSEE montrent que la fréquentation hôtelière a été très bonne en Normandie, au premier semestre (+ 144 000 nuitées), grâce à trois événements : les 75 ans du D Day, la coupe du monde féminine de football... et l'Armada à Rouen.